

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative- Bât C
Boulevard Georges Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUIGNARD

La Prune
BP 143
36200 Argenton-sur-Creuse

Références : VAT 20240376
Code AIOT : 0010002835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement GUIGNARD implanté Les Ebeugnets 36190 Pommiers. L'inspection a été annoncée le 15/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUIGNARD
- Les Ebeugnets 36190 Pommiers
- Code AIOT : 0010002835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est située aux lieux-dits «Les Ebeugnets», «Les Bonnes» et «Les Vazouaits» sur le territoire de la commune de POMMIERS. L'arrêté préfectoral d'autorisation n°36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 fixe les règles d'exploitation de ce site.

Le matériau exploité est du matériau éruptif (gneiss et leptynite) et l'extraction est réalisée à sec, à ciel ouvert (en fosse) au moyen d'explosifs. Le gisement abattu est chargé dans des tombereaux au moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles. Les tombereaux alimentent une petite installation de traitement des matériaux située dans l'emprise de la carrière ou sinon les matériaux sont dirigées vers une autre installation de traitement des matériaux qui dispose d'une autorisation préfectorale qui lui est propre (Arrêté préfectoral n° 95-E-55 du 10 janvier 1995) et ne fait pas l'objet du présent rapport.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	4 mois
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Bornage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Zone dangereuse	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 21/12/2017, article 4.3.7		
5	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
7	Remblayage partiel de l'excavation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.4.3.2	/	Sans objet
12	Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.1.2	/	Sans objet
13	Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 10.1.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, plan orienté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; les bords de la fouille ; les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès), des

stocks de matériaux et des terres de découvertes ;

-les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;

- le positionnement des fronts ;

- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection (pylônes et lignes électriques).

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.

Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

Suite à la dernière inspection, l'exploitant a transmis un plan pour l'année 2023. Il a été constaté que peu de côtes d'altitudes étaient représentées au niveau des fronts. Ces côtes permettent de vérifier le respect des hauteurs de front sur le site et la côte de fond de fouille. Par ailleurs, le plan devra être complété avec les abords dans un rayon de 50 mètres.

L'exploitant a transmis par mail, suite à la demande de l'inspection, le 1^{er} juillet 2024, un plan où des côtes ont été ajoutées mais que sur certains fronts en quantités plus importantes. L'exploitant devra s'assurer que les côtes d'altitudes soient suffisamment représentées sur tous les fronts pour les prochains plans.

Par ailleurs, le plan d'exploitation de la carrière doit faire apparaître les abords dans un rayon de 50 mètres. Sur le plan, l'exploitant veillera à ajouter ce rayon pour l'année 2024 et les suivantes.

Constats : L'exploitant n'a pas représenté sur son plan

- les abords dans un rayon de 50 mètres sur le plan annuel,

- et suffisamment de côtes d'altitudes au niveau de tous les fronts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Autre, hauteur gradins
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation s'effectue à sec par gradins (6 au maximum) séparés par une banquette de 20 m de largeur minimum. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. La pente des fronts en exploitation est d'environ 80° (pris entre le pied du talus et le haut du talus). Le carreau de la carrière a pour cote minimale 180 m NGF. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière visite, l'exploitant a respecté ces engagement de remblaiement, l'inspection a constaté que la partie avec une hauteur de gradin supérieure à 15 mètres arrive en fin de remblaiement. Il s'agit d'anciens fronts où des petites banquettes étaient présentes. L'exploitant a transmis un plan de côté de cette partie pour justifier de la hauteur de chaque front.</p> <p>Par ailleurs sur le plan annuel, l'inspection a constaté que peu de cotes étaient représentées pour vérifier la hauteur des fronts. L'exploitant a transmis par mail le 1^{er} juillet 2024, un plan où des côtes ont été ajoutées mais pas sur l'ensemble des fronts.</p> <p>D'après ce dernier plan, la hauteur du front le plus haut semble être à 14,81 m entre C206 et C 208. L'inspection demande à l'exploitant de tenir à jour un tableau avec les hauteurs de fronts ou d'avoir à disposition un plan avec suffisamment de côtes sur tous les fronts.</p> <p>Sur le dernier plan, le carreau de la carrière a la côte minimale 183,11 m NGF donc conforme à l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitation doit être effectuée à sec par gradins (6 au maximum) séparés par une banquette de 20 m de largeur minimum. L'inspection constate sur le dernier plan que la banquette entre C211 et C212 a une largeur de 8,34 m.</p>

L'exploitant par mail du 5 juillet 2024 a indiqué : « Suite à notre conversation téléphonique de ce jour, vous me faites remarquer que sur la banquette p2 à un endroit celle-ci est inférieure à 20 ml, effectivement en 2023 l'extraction à consister à extraire principalement sur le front supérieur p5, qui est maintenant avec une banquette de plus de 100 ml afin de donner de l'aisance sur les fronts inférieurs. Depuis le début de l'année, nous intervenons sur les fronts inférieurs p4 et p3 ce qui permettra à la petite zone de la banquette en question d'être à plus de 20 ml dès octobre 2024. »

Au vu de l'engagement de l'exploitant et de la configuration du site, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre au plus tard le 1^{er} novembre 2024 un plan réalisé par un géomètre où toutes les banquettes devront être indiquées avec leur largeur ainsi que toutes les hauteurs fronts.

L'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté notamment le dimensionnement des hauteurs de front et des banquettes.

Enfin les banquettes ne sont pas des endroits de stockage de matériaux. L'inspection a été constaté qu'une des banquettes servaient au stockage des matériaux en cours d'extraction. La pelle venait décharger des matériaux sur la banquette du dessous. **L'exploitant devra définir une zone de stockage sur le site.**

Constats :

- Une banquette a une largeur insuffisante.
- La zone de stockage des matériaux extraite n'est pas défini sur le site.
- L'exploitant devra justifier que tous les fronts sont inférieurs à 15 m soit en transmettant un plan avec plus de côtes sur tous les fronts soit en tenant un tableau des hauteurs des fronts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, qualité des eaux de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :
Les eaux pluviales[...] doivent respecter les prescriptions suivantes:[...]
Constats :
Dans l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 il est noté que la valeur de MEST ne doit pas dépasser 3.5 mg/L, il s'agit d'une erreur de frappe qui doit être rectifiée, le seuil à ne pas dépasser étant de 35 mg/L. Dans le dernier rapport de 09/10/2023 établi par SGS, l'ensemble des valeurs sont conformes.
Constats : pas d'écart constaté, l'exploitant sollicitera la modification de son arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La production de déchets, autres que les déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, par l'établissement fait l'objet d'un suivi, présenté selon un registre chronologique ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce suivi prend en compte les types de déchets produits, leur codification réglementaire en vigueur, les quantités et les filières d'élimination retenues.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets dangereux prévus à l'Article 5.2.5. sont annexés à ce registre.</p> <p>Ce registre et les documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et doivent être conservés pendant 5 ans.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas du registre de traçabilité des déchets. L'exploitant devra mettre en place dans les plus brefs délais un registre pour l'ensemble des déchets de la carrière. L'inspection</p>

a constaté que l'exploitant a enregistré son premier déchet dangereux dans l'application Trackdéchets uniquement le 9 avril 2024.

L'exploitant dispose d'un seul numéro SIRET pour deux sites dont deux ICPE distinctes avec des parcelles différentes et des demandes d'autorisation distinctes : une ICPE carrière et l'autre ICPE installation de traitement. Il n'y a pas de distinction sur les déchets émis par la carrière ou par l'installation.

L'inspection rappelle que chaque établissement doit avoir son propre numéro SIRET. Si le SIRET est commun à plusieurs établissements, cela est illégal (voir site internet sur les obligations d'avoir un numéro de SIRET par établissement <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F35342>). Par ailleurs, sans ce numéro de SIRET par établissement, l'exploitant ne peut pas bénéficier du pré-remplissage dans l'application GERP des données de Trackdéchets pour l'établissement.

Si l'exploitant souhaite avoir un seul numéro de SIRET pour les deux établissements, il peut transmettre un porter à connaissance, celui-ci doit être accompagné des modifications apportées et notamment le nouveau calcul des garanties financières pour y intégrer la surface S1 de l'installation de traitement.

Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre déchet. L'exploitant ne distingue pas dans les déchets provenant de la carrière ou de l'installation de traitement sur l'outil Trackdéchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Matériaux extraits et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux extraits et quantités autorisées

Prescription contrôlée :

La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 700 000 tonnes/ an, avec une moyenne sur 5 ans de 500 000 tonnes/an.

Constats :

En 2023, l'exploitant a déclaré avoir extrait 301 212 tonnes. L'exploitant est légèrement en retard par rapport aux prévisions d'exploitation.
Constats : pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; - des bornes délimitant le périmètre exploitable au niveau des délaissés suivants :délaissé de 25 m au niveau du pylône électrique n°345 sur les parcelles C 236 et C 237, au nord-ouest du site,[...] Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place l'ensemble des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation, notamment la séparation des deux sites. Ces bornes devront être installées dans les plus brefs délais. Pour rappel, ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en place préalablement à la mise en exploitation, les bornes au niveau du pylône électrique n°345 sur les parcelles C 236 et C 237, au nord-ouest du site. L'exploitant indique que cette partie n'est pas exploitée et le sera en fonction du phasage. L'exploitant devra déposer un porteur à connaissance afin de demander la modification de cet article ou la mise en place de bornes. Constats : L'ensemble des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation n'ont pas tous été mises en place notamment la séparation des deux sites. Les bornes au niveau du pylône électrique n°345 sur les parcelles C 236 et C 237, au nord-ouest du site ne figurent pas sur les plans et n'ont pas été mises en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Remblayage partiel de l'excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage partiel de l'excavation
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Le remblayage est effectué à partir des stériles d'exploitation et des terres végétales issus de l'exploitation de la carrière. Aucun apport de matériaux extérieur au site de la carrière n'est autorisé.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence d'apport de matériaux extérieur sur le site. Constats : pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Distances de sécurité
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur. [...]
Constats :

<p>L'exploitant n'ayant pas mis en place les bornes délimitant le périmètre d'autorisation des deux sites, il n'a pas été possible de contrôler que les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé. Pour rappel, il est prévu dans la remise en état du site qu'une partie est un plan d'eau donc il est primordial de garder cette bande des 10 mètres. Pour rappel, l'exploitant a bien déposé deux dossiers distincts pour la carrière et pour l'installation de traitement. L'instruction qui a permis d'établir l'autorisation de 2017 a porté uniquement sur le périmètre de la carrière.</p> <p>Si l'exploitant souhaite avoir un seul et unique site pour les deux établissements, il peut transmettre un porter à connaissance, celui-ci doit être accompagné des modifications et notamment, la remise en état et le nouveau calcul des garanties financières pour y intégrer la surface S1 de l'installation de traitement. Dans le cas contraire, l'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté d'autorisation carrière de 2017.</p> <p>Constats : L'exploitant devra justifier que les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Circulation dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Circulation dans l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie (hors zones dont l'accès est prévenu par un merlon efficace). La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'entrée du site, un plan de circulation pour les deux sites est affiché. Sur ce plan on ne distingue pas le périmètre de la carrière et donc les règles fixés pour ce site. Sur site, il n'hésite pas de</p>

séparation entre les deux sites. L'exploitant a bien demandé au départ deux installations différentes donc deux dossiers différents dans l'instruction et donc deux arrêtés distincts.

Si l'exploitant souhaite avoir un seul et unique site pour les deux établissements, il peut transmettre un porter à connaissance, celui-ci doit être accompagné des modifications et notamment de la remise en état et le nouveau calcul des garanties financières pour y intégrer la surface S1 de l'installation de traitement. Dans le cas contraire, l'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté d'autorisation carrière de 2017.

Constats : Les règles de circulation sur la carrière ne sont pas clairement identifiées, il n'existe pas de séparation entre les deux sites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Zone dangereuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Zone dangereuse

Prescription contrôlée :

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Constats :

Comme expliqué dans le point de contrôle 9, la séparation des deux sites n'est pas réalisée. Les zones dangereuses sont accessibles par l'installation de traitement.

Si l'exploitant souhaite avoir un seul et unique site pour les deux établissements, il peut transmettre un porter à connaissance, celui-ci doit être accompagné des modifications et notamment la remise en état et le nouveau calcul des garanties financières pour y intégrer la surface S1 de l'installation de traitement. Dans le cas contraire, l'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté d'autorisation carrière de 2017.

<p>Constats : Les accès à certaines zones dangereuses des travaux d'exploitation à ciel ouvert ne sont pas interdites par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délai de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Ravitaillement et entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont interdits dans le périmètre de la carrière.</p> <p>Par dérogation à l'alinéa précédent, le ravitaillement des engins montés sur chenilles peut être réalisé en bord-a-bord dans le périmètre de la carrière sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place d'une consigne de ravitaillement spécifique par engin concerné décrivant les conditions de l'opération et les consignes d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle, qu'elle soit étendue ou non ; - mise en place d'une couverture étanche permettant la récupération totale des égouttures ; - présence d'un kit anti-pollution comprenant a minima papiers absorbants et boudins dans l'engin. <p>Le ravitaillement des engins sur chenilles dans le périmètre de la carrière ne peut s'effectuer qu'en présence d'un personnel de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence d'aire étanche sur le périmètre de l'autorisation conformément au dossier. Mais l'exploitant a indiqué effectuer le ravitaillement de tous les engins sur le site de la carrière. L'inspection rappelle que seul le ravitaillement des engins montés sur chenilles peut être réalisé en bord-a-bord dans le périmètre de la carrière sous réserve du strict respect des dispositions de cet article.</p> <p>Les engins n'étaient pas équipés de kits anti-pollution ainsi que de couvertures étanches permettant la récupération totale des égouttures. Aucune consigne de ravitaillement existe sur le site.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a mis en place le 26 juin 2024 et transmis par mail la consigne de</p>

ravitaillement des engins pour ce site. Dans cette consigne, il est bien noté que le ravitaillement des engins montés sur chenilles uniquement peut être réalisé dans le périmètre de la carrière. Dans cette consigne, il est précisé que le fournisseur doit être équipé d'un kit anti-pollution. Le fournisseur a signé cette consigne.

Constats : L'exploitant devra justifier de la présence et de la mise en place d'une couverture étanche permettant la récupération totale des égouttures lors du ravitaillement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

[...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'Article 9.4.1. du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'Article 9.4.1. du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant avant l'inspection a transmis le bilan annuel de suivi des retombées de poussières pour l'année 2023. L'inspection a souligné plusieurs incohérences sur ce bilan, notamment la conclusion qui indique : **« Les concentrations mesurées, en moyenne annuelle glissant, étant inférieures à la valeur objectif, la fréquence des mesures peut, comme le prévoit l'article 19.6 de l'arrêté ministériel suscité, rester semestrielle. »**, alors que dans ce rapport, l'objectif des 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance n'était pas atteint et les valeurs étaient supérieures. Dans ce cadre, l'exploitant devait donc reprendre une surveillance trimestrielle pendant huit campagnes consécutives et expliquer cette hausse.

L'exploitant a contacté le bureau d'étude, il s'avère qu'il y a eu un copier/coller d'une mauvaise colonne dans le rapport. À la fin de l'inspection, le bureau d'étude avait modifié son rapport et transmis à l'exploitant. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'avant la transmission de tout document, ils doivent être examinés et les écarts doivent être signalés.

Constats : pas d'écart constaté suite à la correction du rapport de contrôle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mesures d'évitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 10.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Prescription contrôlée : Les travaux de décapage et de défrichement des terrains sont effectués en dehors des périodes de sensibilité des espèces ; ils sont interdits d'avril à juillet inclus, période de reproduction de l'avifaune.
Constats : Les travaux de décapage et de défrichement ont été réalisés en 2019 uniquement. Constats : pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite